

40^{ans}

grdr

Les migrations, une ressource durable
pour des territoires solidaires





► Danse interculturelle lors de la mission du maire de Sagné (Mauritanie) à Arles, en mai 2009

AVANT-PROPOS

En 2009, le contexte de l'action du GRDR a été particulièrement difficile.

En France, des politiques migratoires restrictives ont contribué à stigmatiser dangereusement certaines populations, notamment celles originaires d'Afrique subsaharienne. Au niveau français et européen, les entraves à la mobilité, comme le durcissement des conditions de séjour des étrangers, concernent directement le public traditionnel du GRDR ; le combat pour la régularisation des travailleurs sans-papiers, les tensions politiques autour des accords bilatéraux sur la gestion des flux migratoires ont notamment marqué l'année 2009. Le débat avorté sur l'identité nationale rebondit sur des questions religieuses, notamment autour des musulmans dans notre pays ; la laïcité « à la française » est par là même menacée.

Le contexte de rareté des ressources financières publiques fragilise le secteur associatif et n'épargne pas celui de la solidarité internationale. La baisse des ressources a concerné particulièrement l'action sociale au bénéfice des populations défavorisées, notamment dans les quartiers difficiles, et l'aide publique au développement. Des réorganisations internes ont vu le jour au sein de la sphère publique en 2009 (transfert de compétences aux départements et régions). Elles remettent notamment en cause des engagements financiers au bénéfice des populations issues de la migration, antérieurement reconduits régulièrement.



En Afrique de l'Ouest, la crise économique mondiale retarde la diversification des économies, les démocraties restent fragiles et la décentralisation doit être encore consolidée.

Même si l'on constate un regain d'intérêt du monde développé et des grands pays émergents pour l'Afrique de l'Ouest, c'est en priorité pour ses matières premières, voire pour ses terres. Tout en se réjouissant de voir enfin regarder ce continent avec une approche moins compassionnelle, il ne faut pas oublier que la solidarité qui fonde notre engagement associatif n'est pas la compassion !

Comme par hasard, le retour des militaires, comme arbitres des jeux démocratiques, coïncide avec les 50 ans des indépendances. Les tentations de successions dynastiques, les modifications constitutionnelles, comme les entraves aux libertés publiques sont toujours présentes. Les partenaires traditionnels de la région sont souvent aujourd'hui plus préoccupés par la lutte contre le terrorisme islamique que par les droits humains et le maintien d'une gouvernance démocratique, oubliant que seul un développement accéléré, équitable et solidaire peut garantir la paix dans l'espace sahélien.

Au même moment, la décentralisation, qui structure notre action en Afrique, mais aussi en France puisque les migrants, comme le GRDR dans son accompagnement, s'organisent sur ces bases, est plutôt en recul dans l'agenda des priorités des gouvernants.

Points positifs à ce tableau, l'accès à l'information devient une donnée irréversible avec l'Internet, les télévisions satellitaires, les radios locales. Et surtout, les sociétés civiles s'organisent et deviennent capables chaque jour davantage de négocier avec les pouvoirs publics.



Le GRDR a tenu le cap fixé en 2009 grâce à un engagement fort de ses équipes.

Ce rapport d'activités 2009 met notamment en évidence les points suivants : une activité en Afrique qui offre des perspectives solides pour les prochaines années sur des territoires où le GRDR est connu et reconnu ; un « pôle maritime » en construction entre Casamance et nord de la Guinée-Bissau ; une activité en France fragilisée par la crise des finances publiques, comme par les nouveaux modes de contractualisation et ce malgré un réel potentiel d'innovation. Un point d'inquiétude concerne la situation financière de l'association. L'accroissement de l'activité n'a pas permis de consolider la situation financière et d'absorber des événements exceptionnels. L'enjeu est désormais celui d'anticiper et de gérer un ralentissement de la croissance de l'activité tout en dégageant des coûts de structure à la hauteur de nos besoins.

L'Assemblée Générale de juin 2009 et la rencontre des salariés de Rouen fin septembre ont permis de recadrer le projet 40 ans du GRDR et de s'accorder sur les objectifs. Désormais, ce projet des 40 ans regroupe une diversité d'initiatives avec des objectifs clarifiés et des actions étalées dans le temps. Ce chantier des 40 ans, lancé en 2009, devra constituer une base pour la stratégie future du GRDR et notamment GRDR vision 2020. Trois axes devraient structurer l'action en 2010-2011 : consolidation en Afrique de l'Ouest et reconstruction en France ; renforcement des partenariats en Europe et avec l'Europe ; meilleure information et communication.

Nos remerciements vont enfin à tous ceux qui nous font confiance au quotidien...

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ADL : Agent de développement local	IEM : Initiatives économiques des migrants
AFD : Agence française de développement	IRDSU : Inter-réseaux des professionnels du développement social
ARK : Assemblée régionale de Kayes (Mali)	ONG : Organisation non-gouvernementale
AEP : Adduction d'eau potable	OSC : Organisations de la société civile
AFD : Agence française de développement	PADOR : Potential Applicant Database On-line Registration (UE)
AGEPA : Programme pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement - Sénégal	PAIDEL : Programme d'appui aux initiatives de développement local
BFS : Bassin du fleuve Sénégal	PASAK : Programme d'appui à la sécurité alimentaire du Karakoro (Mali)
CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire	PDL : Plan de développement local
CEFP : Centre d'expérimentation et de formation pratique	PEGG : Programme eau Guidimakha et Gorgol (Mauritanie)
CFSI : Comité français de solidarité internationale	PIMDERO : Promotion de l'Implication des Migrants dans le Développement de leur Région d'Origine
CIGEM : Centre d'information et de gestion des migrations (Mali)	PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
COS : Comité d'orientation stratégique	PROFAREVCO : Programme français d'aide alimentaire et de relance vivrière communautaire (Mauritanie)
CUF : Cités unies France	PUCA : Plan urbanisme -construction -architecture (France)
EDUCODEV : Éducation au co-développement	RFI : Radio France Internationale
EUNOMAD : European network on migration and development	RIF : Région Ile de France
FED : Fonds européen pour le développement	SA : Sécurité alimentaire
FTM : Foyer de travailleurs migrants	SIG : Système d'information géographique
GI : Groupe Initiatives	SPAP : Sécurisation des productions agro-pastorales (Mauritanie)
GIC : Groupement d'intérêt communautaire	TKLM : Térékolé - Kolimbiné - Lac Magui (Mali)
GRN/SA : Gestion des ressources naturelles / sécurité alimentaire	UE : Union Européenne
GTZ : Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Agence allemande de coopération technique)	
IDELIF : Initiatives de développement local en Ile de France	

SOMMAIRE

Evénements clés ici et là bas... les temps forts en 2009	p 8
Bilan des activités de l'année 2009	p 11
Développement local	p 12
Gestion des ressources naturelles et sécurité alimentaire	p 18
Développement économique	p 22
Partenariats	p 27
Organisation	p 30
Ressources financières	p 30
Organigramme	p 33
Zones d'intervention : Afrique de l'ouest et France	p 34
Contacts	p 36

ÉVÈNEMENTS CLÉS ICI ET LÀ-BAS...

Janvier

- Publication du 3e guide Paidel sur la concertation.
- Publication du Guide d'aménagement des vallées, travail de capitalisation du GRDR Ziguinchor pour la promotion de la riziculture et la lutte anti sel en basse vallée casamançaise.

Février

- Organisation de 4 forums pour la promotion des économies locales dans le BFS : 8 jours d'animation et une mobilisation de près de 350 personnes.

Mars

- Définition collective de la stratégie du GRDR pour la GRN/SA lors d'un atelier de travail de 3 jours pour la mise en commun des pratiques adaptées à des contextes différents. Publication d'une plaquette de présentation de cette stratégie.
- Participation au 5e forum mondial de l'eau à Istanbul, à l'invitation de l'Agence de l'eau Artois Picardie. Intervention sur RFI au sujet de la gestion intégrée des eaux de surface dans le programme TKLM au Mali.
- Journée de la commune et du développement local en Mauritanie.
- Organisation d'une Rencontre sur le développement local à Kayes.
- Bilan des 2 précédentes phases (2000-2009) du PAIDEL et préparation de la phase suivante.

Avril

- Formation des équipes du GRDR à la prospective territoriale, particulièrement sur le devenir du BFS.
- Présentation de l'initiative Karakoro (coopération transfrontalière entre le Mali et la Mauritanie) dans le cadre des journées organisées par l'Union africaine à Ouagadougou et par la CEDEAO à Abuja sur la paix et la coopération transfrontalière.
- Publication du Guide des participants aux formations d'éducation au co-développement

Mai

- Ouverture d'une antenne GRDR à Canchungo en Guinée Bissau. Cette nouvelle antenne confirme la volonté du GRDR de s'ouvrir sur le pôle maritime de l'Afrique de l'ouest.
- Installation de la coordination des programmes Afrique à Bamako, en relais de Nouakchott.

Juin

- Le GRDR a 40 ans. Lors de l'Assemblée Générale du 13 juin, le GRDR lance un projet d'événements à organiser sur une année (2010-2011) pour commémorer son 40e anniversaire.

... LES TEMPS FORTS DE 2009

Juillet

- Rencontre Inter-cellules/inter-COS à Ziguinchor sur les stratégies des cellules du GRDR à l'horizon 2015.

Août

- Modernisation de la gouvernance du GRDR : une rencontre des membres des Conseils d'orientation stratégique des trois pays s'est tenue à Bakel.

Septembre

- Réseau Eunomad : Première rencontre de la plateforme française, organisée et animée par le GRDR

- Rencontre annuelle inter-équipes Afrique – France à Rouen.

Octobre

- Dernier comité de suivi du programme Paidel II.

Présentation des perspectives d'action du GRDR sur le développement local dans le bassin du fleuve Sénégal. Une troisième phase est engagée sur 4 ans sur financement de l'UE et de l'AFD avec pour objectifs le renforcement des capacités des acteurs locaux et des acteurs non étatiques.

- Le GRDR s'implique dans la campagne AlimenTerre par son antenne du Nord Pas de Calais, pour la défense d'une agriculture familiale au Nord et au Sud.

- Lancement du programme de co-développement vu du Sud au Mali : signature de la convention de partenariat à Bruxelles (PNUD-UE ; ARK, GRDR).

- Premier atelier européen du réseau Eunomad sur les capacités sociales des migrants.

Novembre

- Participation au forum mondial sur les migrations organisé à Athènes, à travers le réseau Eunomad.

- Mobilisation du GRDR lors de la semaine de la solidarité internationale en France, occasion de valoriser les actions du GRDR et de ses partenaires du Nord et du Sud et d'alimenter les débats publics.

Décembre

- Organisation d'une exposition sur le thème « *Ma santé* » en partenariat avec les associations à Rouen.

- Organisation d'un Forum économique « *Migrations, insertion professionnelle & initiatives économiques : quelles réalités en France et en Afrique aujourd'hui?* » par le GRDR et IEM à la Cité des métiers. Cette thématique intéresse toujours fortement et a mobilisé 150 personnes.

- Participation aux débats de la COP 15, en préparation du sommet de Copenhague sur le changement climatique. Le GRDR a alimenté les débats à travers les collectifs auxquels il participe.



► Rizicultrices soutenues par le projet "Aménagement des vallées de Niyassia" mis en oeuvre par la cellule de Ziguinchor du GRDR

BILAN DES ACTIVITÉS DE L'ANNÉE 2009

Les activités du GRDR en 2009 ont été riches, diversifiées et cohérentes avec la démarche mise en oeuvre pour atteindre les objectifs de l'association. Les actions menées ont été le résultat d'un long processus de concertation entre populations locales, leaders associatifs, élus et ressortissants. En ce sens, elles constituent un réel accompagnement participatif.

Le bilan des programmes consacrés au développement local, à la gestion des ressources naturelles, la santé, l'éducation, le co-développement, l'insertion sociale et économique des migrants en France a été significatif, malgré des difficultés liées à la réforme des politiques publiques.

Pour rendre compte des principales activités menées par le GRDR et présenter sa démarche, trois thématiques ont été retenues cette année : le développement local, la gestion des ressources naturelles / sécurité alimentaire et le développement économique. Ces thématiques qui rejoignent très directement les trois piliers du développement durable (social, environnemental et économique) traduisent les enjeux majeurs auxquels ont été confrontées les populations en 2009.

Un livret "*Le GRDR en actions*" est disponible, en complément à ce rapport. Il rend compte de l'ensemble des programmes et projets menés en 2009.

Un processus itératif

Le développement local, adossé aux politiques de décentralisation, constitue depuis une dizaine d'années le fondement de l'action du GRDR, d'où découlent les autres programmes d'action, notamment la santé, l'éducation, la formation, l'emploi, la lutte contre les discriminations et la gestion des ressources naturelles.

La notion de développement local est communément utilisée au GRDR pour définir différentes formes d'interventions territoriales en Afrique et en France. Forte d'une longue expérience d'accompagnement des migrants dans des territoires en constante évolution, l'association a su développer une approche originale consistant à articuler ancrages territoriaux, compétences thématiques, accompagnement aux processus de concertation et soutien de proximité aux dynamiques locales.

Cette approche s'appuie sur les besoins des populations, les enjeux et les modes d'interventions des partenaires, mais aussi sur les problématiques des territoires, répondant à un souci d'efficacité des actions et de mise en relation entre territoires.

► Réunion Intercoordination/COS, Ziguinchor, Juillet 2009



L'accompagnement du GRDR articule différentes échelles territoriales et se décline en plusieurs activités : diagnostic et monographies de territoires, maillage d'acteurs, animation de réunions et d'espaces de concertation, conception d'outils et de guides pratiques. Il se traduit au quotidien par le renforcement des compétences des acteurs.

Le travail partenarial est le maître-mot de cet accompagnement. Il implique plusieurs familles d'acteurs - les collectivités locales, les organisations de la société civile, les migrants et leurs associations qui sont investis sur le double espace (pays d'origine, pays d'accueil) - et exploite au mieux la subsidiarité entre échelles et intervenants (collectivités, régions, Etats, et programmes de coopération bi et multilatérale). Aussi, la finalité première de l'action territoriale est de créer des dynamiques qui assurent une maîtrise locale de la décision et de l'action à l'issue de l'accompagnement du GRDR.

Le programme PAIDEL, dix ans déjà...

En Afrique de l'ouest, le GRDR contribue au renforcement de la décentralisation au travers du Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL) mis en œuvre dans les régions de Kayes (au Mali), du Guidimakha et du Gorgol (en Mauritanie), celles de Tambacounda et de Matam (au Sénégal) grâce au financement de l'Etat français, de plusieurs collectivités locales, de diverses fondations et ONG internationales.

Ce programme central pour l'action du GRDR sur le double espace (Afrique de l'Ouest et France) a connu deux phases. La première (2001-2006) a consisté à expérimenter une approche de développement local et d'appui à la maîtrise d'ouvrage à l'échelle de 30 collectivités locales (communes au Mali, Mauritanie et communautés rurales au Sénégal). L'ingénierie sociale prend certes beaucoup de temps et peut paraître onéreuse mais les premiers résultats (monographie des communes, plan d'actions prioritaires, maîtrise des enjeux par les acteurs locaux) ont convaincu les acteurs locaux (élus, organisations de la société civile, migrants) et les partenaires techniques et financiers. Les réalisations (AEP, dispensaires, écoles, marchés) ont été nombreuses mais peu mises en valeur dans les rapports du programme.

La seconde phase, PAIDEL II (2007-2009), a connu un changement d'échelle, permettant à d'autres acteurs de s'approprier les outils conçus avec les collectivités locales. Tout en prolongeant l'accompagnement auprès des communes pilotes, les premières initiatives d'intercommunalités ont été soutenues par le GRDR.

Dès ses débuts en 2001, le PAIDEL est relayé en France par le programme EDUCODEV (anciennement PIMDERO) qui accompagne les initiatives des associations de migrants et les met en cohérence avec les priorités locales. L'accompagnement constant des missions des élus locaux dans leurs contacts avec les collectivités en France par l'intermédiation des associations de migrants a ouvert de nouvelles collaborations et partenariats au service des priorités locales. Ces dynamiques ont ainsi largement contribué aux réalisations des programmes de codéveloppement au Mali et au Sénégal. Elles se sont également étendues à d'autres territoires et, avec le concours de la Commission européenne et de l'agence espagnole de coopération internationale, se sont mises en place en Guinée Bissau, en attendant la mise en oeuvre d'un processus de décentralisation par le gouvernement.

Fin 2009, la Commission européenne retient la proposition d'une phase 3 du PAIDEL d'une durée de 4 ans (2010-2013). L'AFD marque son intérêt et donne un accord de principe pour un cofinancement. Nos partenaires traditionnels que sont la RIF et les coopérations décentralisées saluent cette nouvelle phase qui associe l'assemblée régionale de Kayes, l'association des maires dans le Guidimakha et le Gorgol en Mauritanie, le GIC de Bakel au Sénégal, les Agences régionales de développement de Bakel et Matam et le CEFP de Bakel au Sénégal.

Cette nouvelle étape de coopération territoriale vise des échelles régionales et transfrontalières et accorde une place importante au développement économique. La dimension double espace reste présente mais doit être renforcée dans la mesure où les financements européens sont limités pour la mise en oeuvre des actions au Nord.

L'année 2010 verra le démarrage effectif du PAIDEL III.

Présentation d'une expérience de développement local dans la région du Guidimakha en Mauritanie



Zoom sur la journée de la commune et du développement local

La journée de la commune et du développement local est une initiative de l'Association des Maires du Guidimakha (AmaiG) réalisée en collaboration avec le GRDR. Son objectif premier est de réaliser une évaluation participative des performances des communes du Guidimakha dans la mise en œuvre de l'aménagement du territoire et du développement local.

Le GRDR et les partenaires impliqués ont souhaité favoriser un échange sur les pratiques et les approches entre les 20 collectivités locales du Guidimakha et les convaincre de l'importance d'une réflexion collaborative et subsidiaire à l'échelle régionale. Enfin dans le contexte de la Mauritanie, il était important de renforcer la légitimité et de rendre visible la commune comme institution puis comme territoire avec des acteurs dynamiques.

La mise en œuvre de cette journée a nécessité l'élaboration d'une grille d'évaluation autour de plusieurs indicateurs et sous indicateurs qui recouvrent à la fois l'administration communale (bonne maîtrise des textes par les élus, conseil municipal fonctionnel avec un taux de participation important), le niveau de mobilisation des ressources budgétaires (assiette fiscale, transferts, trésorerie, ressources externes) et les dynamiques de développement local (concertation et participation locale, planification des priorités, dynamique de partenariat).

Une commission ad hoc regroupant l'ensemble des services techniques, le contrôleur de légalité, les ONG locales, les programmes de coopération bilatérale (France, Allemagne) a validé cette grille et a parcouru la région à la rencontre des élus et des acteurs associatifs des vingt communes du Guidimakha. Au final, trois communes ont été élues « communes performantes » et ont reçu un prix lors d'une cérémonie officielle, en présence des autorités régionales.

Actions et réalisations en lien avec la thématique du développement local en France

Durant l'année 2009, les actions du GRDR se sont concentrées sur un travail de proximité, notamment dans la perspective d'un travail d'animation et de mise en réseau. Les actions locales ont permis de renforcer l'expertise développée au niveau national, ainsi que le lien avec les réseaux et la « base associative ».

En effet, les territoires où se déroule l'action sont souvent déjà connus des équipes du GRDR qui y mènent des actions en partenariat avec les acteurs locaux. Les premiers contacts établis avec ces acteurs ont été un préalable pour identifier les attentes et les besoins spécifiques aux différents territoires et adapter ainsi les activités.

Pour répondre à la demande des acteurs locaux, le GRDR s'appuie sur un réseau étendu et diversifié de partenaires ; acteurs de la société civile, chercheurs, associations de migrants, représentants des politiques de la ville.

Cette approche mobilisant des compétences et des expertises complémentaires permet d'enrichir le travail d'animation territorial en sensibilisant les acteurs locaux sur les réseaux existants, notamment ceux intervenant à d'autres échelons territoriaux – régional, national ou transnational. De fait, les associations membres du réseau du GRDR, sont amenées à se déplacer sur l'ensemble du territoire français pour participer aux activités et aux forums des différents membres du réseau.

Activités conduites en 2009

- Forum co-organisé avec IDELIF 16 mai 2009 « *Ici et là-bas : Développement local et codéveloppement* »,
- Diagnostic territorial de la commune de Villetaneuse,
- Participation au Chantier de l'IRDSU "Egalité de traitement, prévention et lutte contre les discriminations "
- Continuité du travail engagé depuis plusieurs années sur des territoires comme Cergy, Les Mureaux ou le quart Nord Est parisien, qui souligne l'importance du temps et de la durée dans les processus de développement local.



L'Association APVB - Association des Parents de la Vigne Blanche, Les Mureaux, Yvelines

Le GRDR intervient en direction des acteurs des Mureaux depuis 2001. Cet accompagnement répond à la demande de femmes immigrées, habitantes de la Vigne Blanche, qui souhaitent mettre en place un cadre formel leur permettant d'intervenir sur différentes problématiques, notamment en matière de logements, de scolarité, ou encore de problèmes de délinquance.

Cet accompagnement a évolué, passant de questions plutôt centrées sur la vie des familles aux questions d'autonomie des femmes, en particulier en matière d'insertion professionnelle.

Dans cette perspective, l'APVB, avec l'appui du GRDR, s'implique dans des journées de l'emploi organisées dans le Val de Seine afin d'identifier et de rencontrer des partenaires pouvant contribuer à l'insertion économique et sociale des femmes accompagnées. Cette dynamique impulsée en 2008, a permis de préparer les conditions d'une construction de partenariats stratégiques au cours de l'année 2009, avec l'APVB et l'association Femmes Unies, consistant à mettre en place un système de mode de garde innovant, articulé avec des dispositifs d'accompagnement des femmes vers l'emploi.

L'importance de la logique territoriale et partenariale de cet accompagnement fait de l'APVB un acteur reconnu et privilégié des pouvoirs publics. L'impact de l'accompagnement et du cadre associatif sur les trajectoires individuelles favorise l'accès à des activités génératrices de revenus pour la plupart des membres de l'association. Dans ce domaine, le GRDR souligne la dimension intergénérationnelle de cette dynamique associative, qui a conduit à l'élection d'une des filles des membres de l'association à la fonction d'adjointe au maire en charge de l'éducation.

Principales perspectives 2010

En 2010, le GRDR renforce son approche du développement local avec la formalisation de ses antennes en France : Ile de France, Haute Normandie, et Nord Pas de Calais. La territorialisation de l'action en France va se réaliser sur le modèle du fonctionnement des cellules en Afrique. L'enjeu sera de compléter le rôle d'opérateur technique ou de médiateur social par un dialogue et une concertation ouvrant sur les enjeux plus globaux des territoires.

La troisième phase (PAIDEL III / 2010 - 2013) va marquer le transfert définitif des outils d'accompagnement auprès des autorités régionales. Il s'agit notamment de l'Assemblée Régionale de Kayes au Mali, des Associations des Maires pour le Guidimakha et le Gorgol ou encore des Agences régionales de développement pour le Sénégal.

En parallèle à ce transfert d'outils et de dispositifs d'accompagnement, cette troisième phase palliera un manque important des phases précédentes, à savoir la faiblesse de l'analyse sur le développement économique des territoires.

En France également, une logique de transfert va se développer avec les principales fédérations régionales des ressortissants afin qu'elles assurent certaines fonctions comme les formations, l'appui au montage de projets et les animations thématiques.

Gestion des ressources naturelles et sécurité alimentaire



Femmes avant
la récolte de riz
à Sengha-
lène, dans le
département
d'Oussouye,
au Sénégal,
novembre 2009



Sécurité alimentaire, un contexte mondial qui n'évolue pas dans le bon sens

Alors que la progression de la production par tête est continue et que la disponibilité globale de nourriture suffirait à nourrir la planète, le nombre de personnes souffrant de la faim est en augmentation. Les trois quarts sont des ruraux. La production de bon nombre de petits paysans du Sud ne leur rapporte pas suffisamment pour qu'ils puissent en vivre avec leur famille d'où le paradoxe : ce sont les personnes dont la vocation est de nourrir le monde qui ont faim. Le sommet mondial de la FAO en novembre 2009 devait être une étape historique avec la création d'un partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Or, ni les objectifs, ni le calendrier, et encore moins le financement n'ont été fixés.

L'environnement à la une de l'actualité fin 2009

Bien que l'accord de Copenhague sur le changement climatique est loin d'être satisfaisant et que le modèle ONUvien a montré ses limites, des avancées sont à noter : un objectif de limitation du réchauffement à 2°C, l'affirmation d'un principe de solidarité et de partage pour le financement de l'atténuation et de l'adaptation, une mobilisation citoyenne importante.

En France, plusieurs initiatives prennent en compte ces enjeux à l'échelle des territoires. Par contre, au niveau des zones d'intervention du GRDR, les acteurs locaux méconnaissent encore les enjeux de ces négociations et les actions qu'ils peuvent initier sur leur territoire. Par ailleurs, les enjeux du changement climatique ont montré la pertinence de la réflexion sur le double-espace. Il s'agit là de nouveaux enjeux pour les équipes du GRDR.

Activités et innovations

Diversification des partenariats

o Montage d'un consortium entre 5 ONG (ECODEV, Terre Solidaire, Tenmiya - Centre d'innovations pour le développement, Terre Solidali Onlus et le GRDR comme chef de file) pour répondre à l'appel Facilité Alimentaire de l'Union Européenne, visant à augmenter la production agricole et l'accessibilité des aliments de base dans 5 régions rurales en Mauritanie.

o Nouveaux partenaires financiers : avec le FIDA (2009-2011) et la Fondation FARM (2010 – 2011).

o Nouveaux partenaires techniques :

- Convention de partenariat dans le cadre d'un mécénat de compétences avec le cabinet de conseil ENEA Consulting spécialisé sur l'accès à l'énergie.

- Partenariat avec la GTZ sur le projet d'aménagement des bassins versants du TKLM au Mali pour évaluer les risques liés au changement climatique. Un atelier a initié les équipes et les partenaires (élus, services techniques) à la méthodologie en vue de démultiplier la démarche. Une publication de cette expérience a été présentée par la GTZ au sommet de Copenhague.

Education à l'environnement au Mali

L'équipe du programme TKLM a initié un programme d'éducation à l'environnement en milieu scolaire au Mali, en partenariat avec l'association Autremonde.

Des modules de formation ont été élaborés en concertation avec deux écoles et les Centres d'Académie Pédagogique. Six animations sur la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement ont permis la réalisation d'albums photos et d'affiches de sensibilisation par les enfants.

Réflexion prospective sur la sécurité alimentaire au Gorgol et Guidimakha en Mauritanie

Dans le cadre du programme SPAP en Mauritanie, 7 ateliers ont réuni 500 personnes de la société civile pour produire une analyse rétrospective des conditions de la production agro pastorale depuis les années 1960 à nos jours ; les tendances actuelles et les scénarii d'évolution de la situation.

Cette méthode innovante d'animation a conduit à une analyse partagée et relativement approfondie de la situation. Elle a mis en évidence les profonds changements depuis 1970 (sédentarisation, gestion de l'espace, habitudes alimentaires) et fait ressortir les tendances lourdes : régression de l'agriculture pluviale, augmentation de la charge de bétail et gestion des ressources conflictuelles, une économie reposant largement sur les revenus de la migration.



Impact du Programme Français d'Aide alimentaire et de Relance Vivrière Communautaire (PROFAREVCO) en Mauritanie

Pour compléter le Programme Spécial d'Intervention du gouvernement mauritanien suite à la crise d'accès à l'alimentation de 2008, le PROFAREVCO combine un dispositif de relance agricole à un dispositif d'appui à plusieurs Stocks Alimentaires Villageois de Sécurité (SAVS) implantés par l'Etat dans des villages en insécurité alimentaire.

1840 paysans ont ainsi bénéficié de semences de sorgho, niébé et maïs tandis que 2650 ont pu écouler à un prix rémunérateur une moyenne de 160 kg de céréales à travers le dispositif mis en place. Ainsi, plus de 430 tonnes de sorgho et maïs ont été acquises et acheminées vers 100 SAVS du Gorgol, de l'Assaba et du Guidimakha courant juillet 2009, en pleine période de soudure, couvrant la consommation mensuelle de céréales d'environ 30 000 personnes.

Au vu des résultats positifs du PROFAREVCO, les partenaires techniques et financiers du gouvernement mauritanien ont demandé au GRDR de travailler à l'évolution de la stratégie d'approvisionnement pour l'aide alimentaire, qui reposait depuis 30 ans presque exclusivement sur l'importation de denrées, telles que le blé et le riz. Le PAM souhaite ainsi tester le rachat de la production locale dans son dispositif.

Résultats

Au total, **onze programmes de GRN/SA** ont été mis en œuvre en 2009. Des auto-évaluations à mi parcours des programmes TKLM (gestion des ressources naturelles au Mali) et SPAP (sécurité alimentaire en Mauritanie) ont été réalisées.

Les **rencontres interGRN** qui se sont déroulées en mars 2009 à Ziguinchor ont été riches en réflexion (utilité du Système d'Information Géographique en Afrique, partenariats locaux, plaidoyer sur la sécurité alimentaire, recherche et capitalisation des démarches semences et aménagement des eaux de surface) et production (plaquette de présentation des activités du GRDR sur la GRN/SA).

Les actions menées par les équipes ont connu **une large diffusion** :

- présentation du TKLM au Forum Mondial de l'Eau à Istanbul ;
- présentation du projet de plaidoyer sur la sécurité alimentaire par l'équipe de Bakel lors de la journée d'étude organisée par le CFSI et CUF à Paris en parallèle du forum mondial de la FAO ;
- participation au séminaire de travail animé par le CFSI sur le programme « promotion de l'agriculture familiale en Afrique subsaharienne » ;
- présentation de l'approche du GRDR sur *"l'aménagement concerté des territoires de vie pour la sécurité alimentaire"* lors des 3èmes Assises de la solidarité internationale en Bretagne ;
- interviews radiophoniques par RFI au Mali et en Mauritanie (en cours de montage pour les émissions "c'est pas du vent" et "le coq chante").

Enfin, le GRDR a accru sa **participation aux espaces de concertation** en France sur la thématique environnementale (Groupe Climat de Coordination Sud, CFSI).

Principales perspectives 2010

- Finalisation et capitalisation des programmes SPAP, TKLM et AGEPA.
- Auto-évaluation à mi parcours du PASAK
- Lancement du PREVICO (projet financé par la Facilité alimentaire de l'UE).
- Montages de projet sur l'accès à l'eau potable (réponse à la Facilité Eau de l'UE) pour le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.
- Construction de l'activité GRN/SA au sein du pôle double-espace et dans les projets en France.
- Elaboration de la stratégie "Pôle maritime" (comprenant la Guinée Bissau et la Casamance).
- Education à l'environnement au Mali : des perspectives sont envisagées pour mener des séances parallèles au Mali et en région Nord Pas de Calais et permettre la construction d'outils pédagogiques en commun.

Le développement économique



Le développement économique visant la création de richesses, l'approche du GRDR consiste à associer développement économique et progression du niveau de vie des habitants.

Les actions mises en œuvre par le GRDR ces dernières années traitent de façon globale la question de l'emploi et de la création d'activités génératrices de revenus pour les migrants.

En France, l'approche a concerné plus spécifiquement les initiatives à titre individuel (accompagnement de porteurs de projets économiques ou accompagnement social pour un retour à l'emploi) pour intégrer progressivement les dimensions collectives, d'abord associatives, puis territoriales.

En Afrique l'objectif a été d'utiliser des leviers économiques pour consolider le développement local. L'essentiel des actions menées avec les collectivités locales et avec l'appui de leurs partenaires techniques et financiers a ainsi favorisé l'accès aux services sociaux de base (écoles, postes de santé, puits, etc). Toutefois, l'accès à ces services nécessite un minimum de moyens financiers qui font généralement défaut à une large partie de la population.

► Auditoire du Forum *"Migrations, insertion professionnelle et initiatives économiques : quelles réalités en France et en Afrique aujourd'hui?"* organisé par le GRDR le 19 décembre 2009 à Paris.

Activités et réalisations

En 2009, le GRDR a proposé aux acteurs locaux et aux migrants les outils nécessaires pour évaluer la réalité du potentiel économique de leur territoire. Cet accompagnement visait à apprécier les opportunités et les conditions de son exploitation à court et à moyen terme. Trois approches ont été privilégiées dans le bassin du fleuve Sénégal.

* Diagnostic des économies locales à partir d'un territoire de référence, celui des communautés rurales au Sénégal

Le GRDR Bakel a impulsé, avec les communautés rurales partenaires, une réflexion sur la thématique des économies locales. Cet axe de travail vient en réponse aux fortes sollicitations des populations. Il cherche avant tout à analyser avec les acteurs locaux, la structure des économies des zones concernées, comme outil d'aide à la décision dans la mise en place d'un dispositif d'appui au développement économique local. L'enjeu était d'instaurer une dynamique d'échanges et de débats, spécifique aux économies de leurs territoires.

Ces diagnostics ont donné une première vision fine des réalités économiques du territoire. Plus qu'une situation exhaustive et extrapolable aux deux régions, ils ont privilégié une approche qualitative des réalités pour comprendre en profondeur la complexité des dynamiques économiques locales, à l'échelle des communautés rurales partenaires. Ce travail sera utile dans la perspective de la mise en place d'un Observatoire Economique à l'échelle régionale.

* Mise à disposition d'un fonds d'appui aux initiatives économiques portées par les organisations communautaires de base dans la région du Gorgol en Mauritanie

Le Fonds d'Appui aux Initiatives de Base (FAIB) est un outil financier de proximité visant à faciliter le développement des activités des organisations communautaires de base (coopératives, associations, unions, ONG locales) en cofinçant leurs microprojets. Son objectif est de renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des organisations communautaires de base. En d'autre terme, il s'agit d'amener les organisations à mettre en œuvre un projet de développement conçu et réalisé par et pour elles-mêmes.

Mis en place dans le cadre des programmes PAIDEL-Educoddev, le Fonds bénéficie d'un important soutien de la Région Centre (France), de l'ONG Action Contre la Faim ainsi que d'une contribution financière importante du Ministère français des affaires étrangères. En 2009, le FAIB a reçu 450 demandes de subvention et a permis l'instruction de 55 microprojets, le financement de 10 microprojets de coopératives, le financement de 17 microprojets de jeunes, ainsi que des missions de sensibilisation dans 7 communes du département de Kaédi.

* Analyse par filière à partir d'un produit estimé intéressant pour le développement économique d'une région, à Kayes et Guidimakha

Les GRDR de Kayes et de Sélibaby ont privilégié avec les partenaires locaux des analyses par filière. Sur Kayes, trois filières ont fait l'objet d'une étude, il s'agit des filières Calebasse, bambou et baobab. Des fiches synthétiques ont été élaborées pour alimenter les réflexions sur le développement économique des territoires régionaux.



Focus sur les potentialités de développement de la filière calebasse dans la région de Kayes

Dans la région de Kayes et plus spécifiquement dans le Djombougou, la calebasse est une source de revenus non négligeable pour les populations locales. Mais son exploitation se résume essentiellement à la commercialisation du produit brut et la transformation artisanale locale est très peu développée. Les contraintes sont relatives au faible encadrement de la production et du marché, à l'absence de structuration des acteurs, à la sensibilité de la calebasse aux aléas climatiques et aux déprédateurs, au besoin de main d'oeuvre et de matériel adapté, à l'instabilité des prix, au manque de points de vente et de circuits de distribution bien organisés.

L'exploitation de la calebasse offre pourtant des avantages économiques non négligeables, notamment quand les produits sont exportés au Sénégal par les commerçants locaux. Il existe également une demande soutenue et des opportunités de transformation artisanale, notamment pour les marchés d'exportation. Suite à la réalisation d'études techniques, le GRDR a identifié quelques pistes d'actions pour améliorer la filière calebasse dans la région de Kayes.

Producteurs de la filière calebasse à Marintoumania, commune de la région de Kayes au Mali, en 2006.



- appui à la structuration des acteurs : formation sur les techniques de production et sur la gestion économique et financière, accompagnement des producteurs et des commerçants pour la création et le renforcement de liens avec les partenaires techniques et financiers, développement d'un cadre garantissant des accords formels pour les transactions.
- appui à la production et à la protection du calabassier : amélioration des matériels de récolte et de l'aménagement des zones d'exploitation, protection des cultures contre les déprédateurs et contre la dégradation des sols, amélioration.
- appui à la structuration du marché et à la commercialisation : rationalisation des circuits de commercialisation et de transport, création de magasins de stockage et de points de vente précis, optimisation des systèmes d'information existants.
- appui à la transformation locale de la calebasse : développement d'ateliers artisanaux ou intégration d'une activité de transformation de la calebasse dans les ateliers existants.

Une consolidation de l'appui en France

En France, le GRDR a longtemps été parmi les opérateurs précurseurs en matière d'accompagnement des migrants porteurs de projets économiques. Il a ainsi été, dès 1998, un des membres fondateurs du Groupe d'Appui à la Moyenne et Micro Entreprise qui regroupe différents opérateurs d'appui et d'accompagnement en France (GAME).

L'expérience tirée du Programme d'appui aux Porteurs de Projets Economiques, du Programme Promotion Sociale et Professionnelle et du projet Equal mené en Haute Normandie à partir 2005 favorise le positionnement du GRDR en France sur les questions d'accès à l'emploi (comprenant la question de la création d'activités génératrices de revenus) et de lutte contre les discriminations.

En 2009, le champ des initiatives économiques, de l'emploi et de la lutte contre les discriminations a été largement investi par le GRDR, sous des formes et modalités diverses, souvent innovantes et expérimentales.

L'appui aux structures portées par des migrants intervenant dans le champ de l'insertion économique et de l'entreprenariat est devenu un axe important. Le GRDR a ainsi développé un partenariat avec l'association IEM, Initiatives économiques des migrants. Plus largement, on peut souligner le travail mené par le GRDR pour favoriser la reconnaissance institutionnelle des associations de migrants comme acteurs et vecteurs de l'insertion socioprofessionnelle et du développement économique des territoires ici et là-bas.

L'action en direction des personnes éloignées de l'emploi concerne aussi bien des personnes qui sollicitent le GRDR à titre individuel au regard de leurs projets d'insertion socioprofessionnelle, que des acteurs associatifs, dont l'engagement au sein des associations recoupe des motivations d'ordre socio-économique et pour lesquels l'association peut être un cadre facilitant le retour à l'emploi. Des formations et des mises en relation en lien avec le développement économique ont été organisées par les antennes de Haute Normandie et d'Île de France. En outre, la démarche de création d'entreprise, si elle n'aboutit pas à une création effective, peut également déboucher sur un retour à l'emploi à travers le processus de remobilisation sociale.



Focus sur le Forum de développement économique

« *Migrations, insertion professionnelle, initiatives économiques : quelles réalités en France et en Afrique aujourd'hui ?* », tel était le thème de la rencontre - débat organisée par le GRDR en partenariat avec l'association IEM (Initiatives Economiques des Migrants) et la Cité des Métiers, le 19 décembre 2009 à la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette à Paris.

Réunissant près de 150 personnes - dont des acteurs de l'ensemble des départements d'Ile de France ainsi que de 4 autres régions - cette rencontre a été l'occasion de mettre en perspective les témoignages de porteurs de projets économiques et ceux concernant le retour à l'emploi.

Sept intervenants se sont succédés au cours de deux tables rondes, rythmées par des temps de débats et d'échanges avec l'auditoire. Ces derniers ont permis de confronter les témoignages avec les dispositifs d'appui et d'accompagnement dans le champ de l'insertion socioprofessionnelle et de la création d'entreprise.

La prise en compte de la pluralité des appartenances et des modes d'engagement entre ici et là-bas, la France et l'Afrique, a favorisé la prise en compte des questions économiques de façon globale et cohérente. La question de la place et de l'implication des migrants dans le champ de l'économie sociale et solidaire a également été discutée.

Un bilan synthétique de la rencontre est disponible sur www.collectif-passerelle.com, site Internet collaboratif des associations de migrants géré par le GRDR.

Principales perspectives 2010

La question de l'articulation entre les accompagnements et les activités organisées en France avec les actions menées dans le cadre des cellules en Afrique constitue un enjeu fort.

Cette articulation représente un point de réflexion méthodologique incontournable, notamment au regard des formes de cloisonnement et de segmentation des activités qu'imposent les logiques des bailleurs, ainsi qu'aux récentes évolutions institutionnelles.

Cette question est largement partagée par les autres acteurs engagés dans ce champ. Le GAME a notamment entrepris, durant l'année 2009, le développement de tout un réseau d'opérateurs au Sud susceptible d'assurer le suivi et la continuité de l'accompagnement aux porteurs de projets initié au Nord. Un processus de formalisation de ce réseau, désormais international, se poursuivra en 2010.

PARTENARIATS

La culture partenariale du GRDR s'est construite durant 40 ans de compagnonnage avec les organisations de migrants et leurs relais villageois et inter villageois, ainsi qu'avec les organisations communautaires de base. Tout en jouant un rôle d'interface entre les initiatives des migrants et les priorités locales dans les pays d'origine, puis d'accompagnateur des dynamiques associatives et citoyennes des migrants dans les espaces publics en France, le GRDR a recherché en permanence à renforcer la légitimité des organisations locales dans le dialogue avec les acteurs institutionnels et politiques.

Pour réussir l'adaptation de ses actions face à l'évolution rapide des contextes socio économiques et politiques de la migration subsaharienne, le GRDR a simultanément engagé un processus d'ancrage local dans ses territoires de travail (France et Afrique de l'Ouest), et développé une approche partenariale qui permet l'emboîtement des enjeux locaux, nationaux, régionaux (Afrique de l'Ouest et Europe) voire globaux.

Deux grands objectifs structurent cette démarche partenariale :

- **le partenariat de projet et de compétences pour qualifier les actions et répondre aux exigences des appels à projets** qui tendent à se généraliser. Ces partenariats sont de loin les plus complexes, car il faut concilier les enjeux immédiats de l'action et l'exigence de procédures internes inhérentes à nos modèles économiques. Construire une culture de travail dans la transparence et le respect mutuel est une gageure dans un contexte financier tendu. C'est néanmoins autour de cet axe qu'ont été formalisés des partenariats avec les organisations de migrants, les ONG locales et internationales, les fondations, les universités, les centres de recherche et les collectivités locales du Nord et du Sud.
- **le partenariat de plaidoyer et de mobilisation citoyenne pour traduire un double engagement associatif** pour la solidarité internationale et pour la reconnaissance de la richesse de la migration subsaharienne en France et en Europe. Le GRDR renouvelle chaque année son adhésion aux grands collectifs français que sont Coordination Sud, le CRID, le GI et F3E. L'association est également le chef de file français de la constitution et de l'animation d'un réseau européen Eunomad ; depuis 4 ans, elle est engagée avec une dizaine d'ONG européennes dans la mise en place du réseau Eunomad pour capitaliser et valoriser le rôle positif de la relation entre migration et développement.

PARTENARIATS

Parallèlement à cette démarche, le GRDR maintient des temps d'échange avec :

- les partenaires institutionnels pour un dialogue constructif autour des politiques publiques en France et des stratégies de développement en Afrique de l'Ouest.

En 2009, ce dialogue avec les acteurs institutionnels en France est resté limité, complexe et tendu du fait des réformes et du changement d'interlocuteurs. A l'inverse dans le bassin du fleuve Sénégal, le GRDR a conduit des dialogues de haut niveau avec les administrations et les bailleurs de fonds sur les questions liées au développement local et à la coopération territoriale. Il a fortement alimenté les débats sur les politiques de sécurité alimentaire particulièrement en Mauritanie et au Mali. Le GRDR souhaite maintenir ce dialogue pour contribuer au débat et pouvoir questionner les politiques publiques en partant de sa pratique et de celle de ses partenaires.

- les partenaires financiers pour participer à la définition des lignes directrices et informer efficacement de ses réalités et de celles de nos partenaires de terrain.

Si la déconcentration des dossiers et l'ouverture de lignes de financement en direction de la société civile sur le Fonds Européen pour le Développement (FED) a largement amélioré le niveau et la qualité du dialogue avec nos organisations, le recours aux appels à projets et l'exigence de cofinancement placent bon nombre d'organisations dans l'incapacité d'accéder à ces ressources. Cette situation exacerbe la concurrence entre acteurs de la société civile. Le GRDR a maintenu tout au long de l'année 2009 un dispositif d'appui aux associations de migrants dans la conception de projets et la recherche de financement notamment via les labels co-développement.

Le GRDR a également accepté d'assumer le rôle de chef de file sur des dossiers importants, impliquant de nombreux partenaires. Il a gardé le souci du renforcement des capacités de ses partenaires de terrain (formation, appui à la gestion, guide méthodologique, inscription au PADOR) pour remplir les conditions d'éligibilité à ces sources de financements.

Enfin, le GRDR a relayé auprès de ses partenaires locaux les opportunités de projets offertes par les fondations, les collectivités locales et les fondations d'entreprise, comme il a travaillé à convaincre des organisations comme le CCFD et le CFSI de l'importance de l'effet levier que peuvent jouer leurs financements dans l'amorçage d'actions innovantes.

PARTENAIRES

Le GRDR a conforté ses protocoles d'accords d'établissement avec les Etats de l'Afrique de l'Ouest (Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal) et consolidé un dialogue opérationnel avec les ministères de tutelle, les administrations publiques et les services techniques nationaux et régionaux. Les actions mises en oeuvre se sont déroulées grâce au concours des associations de migrants, des acteurs de la société civile et des autorités locales, aux échelles villageoises, communales, intercommunales, départementales, régionales et nationales.

Institutions publiques

- Ministères français (affaires étrangères, affaires sociales, immigration, politique de la ville)
- Agence Française de Développement
- L'Acse Nationale et Régionale
- Agences de l'eau - Artois Picardie et Loire Bretagne
- ESTHER
- GRSP

Coopérations internationales

- Commission européenne
- AECID - Espagne
- FIDA

Fondations

- Fondation Michelham of Hellingly
- Fondation de France
- Fondation Ensemble
- Fondation Farm
- Fondation Intervida

Autorités territoriales

- Assemblée régionale de Kayes
- Conseil régional Ile de France
- Conseil régional du Centre
- Conseil régional Nord-Pas-de-Calais
- Conseil régional Haute Normandie
- Conseils Généraux 93 et 76
- Syndicat des eaux : SIARCE, SEDIF

Partenaires associatifs

Afrique de l'Ouest

- ACD - Mali
- ADR - Mali
- AMPG et AmaiG- Mauritanie
- ARD - Sénégal
- CONGAI - Guinée Bissau
- CRCR - Sénégal
- ECODEV - Mauritanie
- ENDA Tm - Sénégal
- REDL - Mali
- TENMIYA - Mauritanie

France

- CCFD
- ADER
- Cari GTD
- CFSI
- CUF
- FranceVolontaires
- GAME
- GRED
- GARD
- SCDD
- Secours catholique
- UNADEL/ADELS

Europe

- Fondation CEAR - Espagne
- ACPP - Espagne
- GAO - Italie
- INDE - Portugal
- HELVETAS - Suisse
- ACORD - UK

Le GRDR est membre des réseaux suivants :

- Coordination SUD
- CRID
- F3E
- Groupe initiatives
- Réseau Eunomad

Etablissements et laboratoires de recherche

- CERDI
- IRTS
- LAIOS
- Migrinter
- Université de Nouakchott

Banque

- Crédit coopératif

Autres partenaires

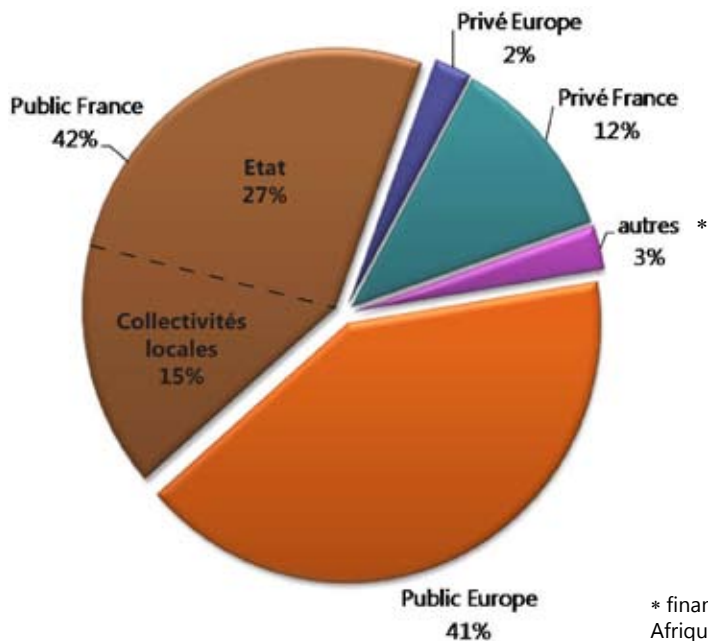
- CSAO/OCDE
- DATAR - Mauritanie
- DNF - Mali
- Enéa Consulting - mécénat d'entreprises

RESSOURCES FINANCIÈRES EN 2009

Les comptes 2009 du GRDR, présentés par le conseil d'administration et certifiés par le commissaire aux comptes, ont été approuvés lors de l'assemblée générale ordinaire de l'association tenue le 29 mai 2010 à Bobigny, en France.

Ces comptes 2009 mettent en évidence que l'activité a progressé de 30% en 2009 (ressources de 4,7 millions d'euros) confortant ainsi la position du GRDR auprès de ses partenaires. Il faut noter que l'importante augmentation des conventions pluriannuelles signées avec l'Union Européenne assure la pérennité de l'activité, mais engendre des contraintes, notamment en termes de cofinancements et préfinancements, à gérer avec beaucoup de prudence sur la durée.

RÉPARTITION FINANCIÈRE PAR SOURCES DE FINANCEMENT

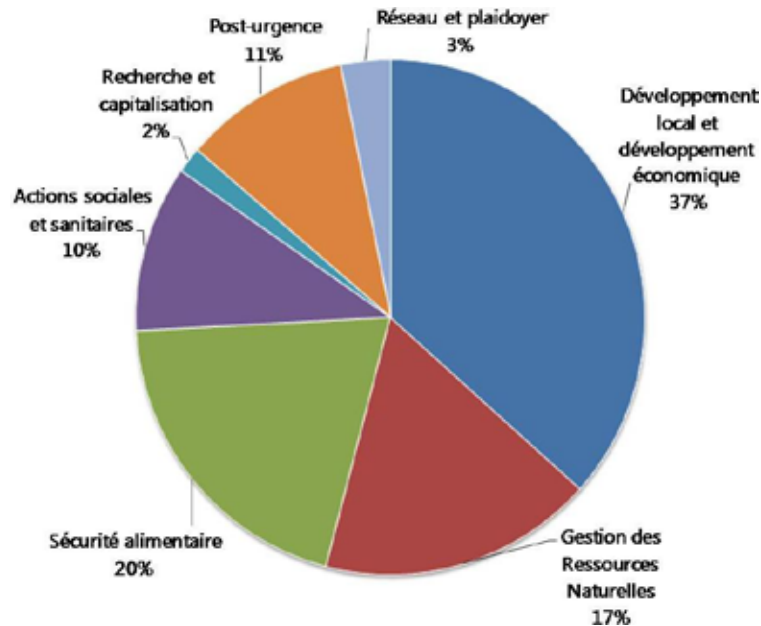


* financement public international et Afrique de l'Ouest (Etats et collectivités locales)

Le résultat 2009 est négatif (42 000€) : ceci s'explique par des éléments exceptionnels. En 2010, le GRDR devra ainsi impérativement relancer la reconstitution des fonds propres afin d'assurer au passif de son bilan les ressources de long terme nécessaires à la fluidité de son activité.

Le budget 2010, présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale a été établi sur une hypothèse prudente en termes d'activité (croissance de 4%) : il repose ainsi sur le seul portefeuille de projets signés et en cours d'exécution et prévoit de dégager un résultat positif.

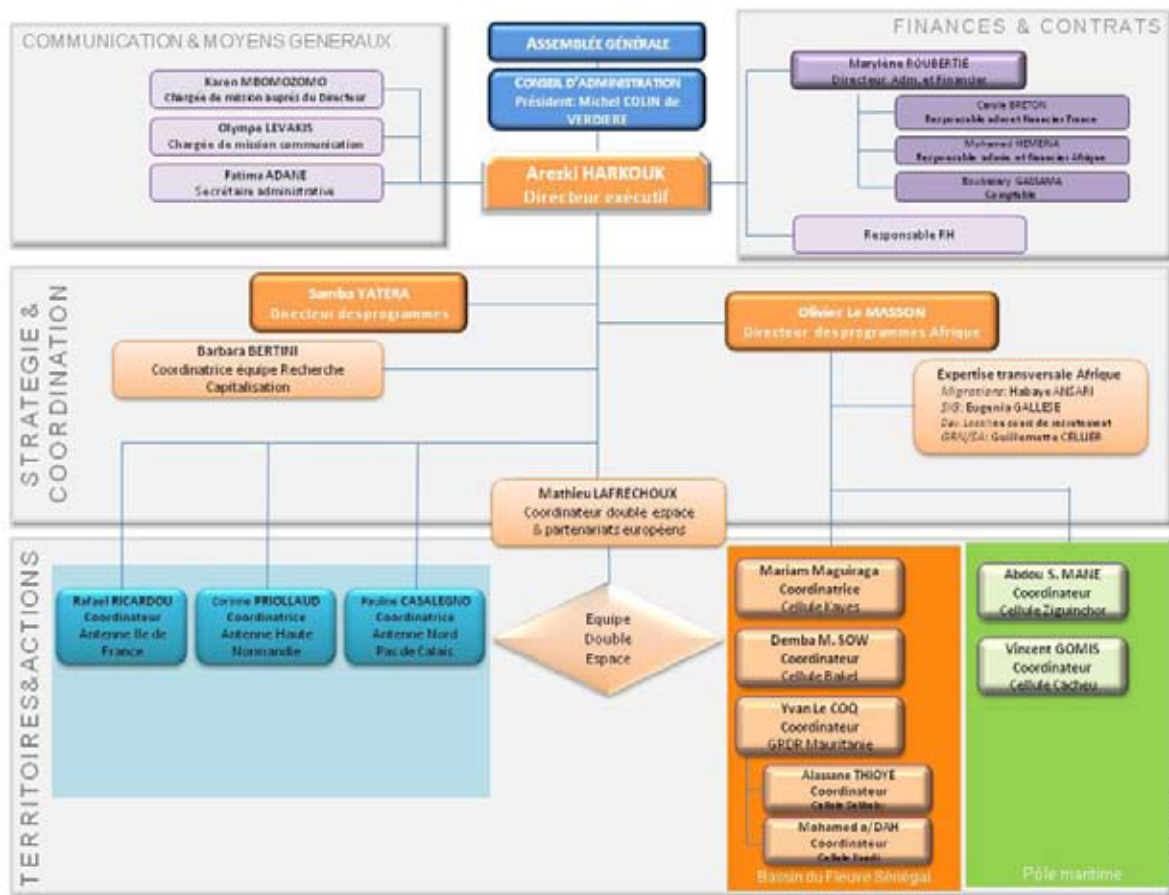
RÉPARTITION FINANCIÈRE PAR ACTIVITÉS



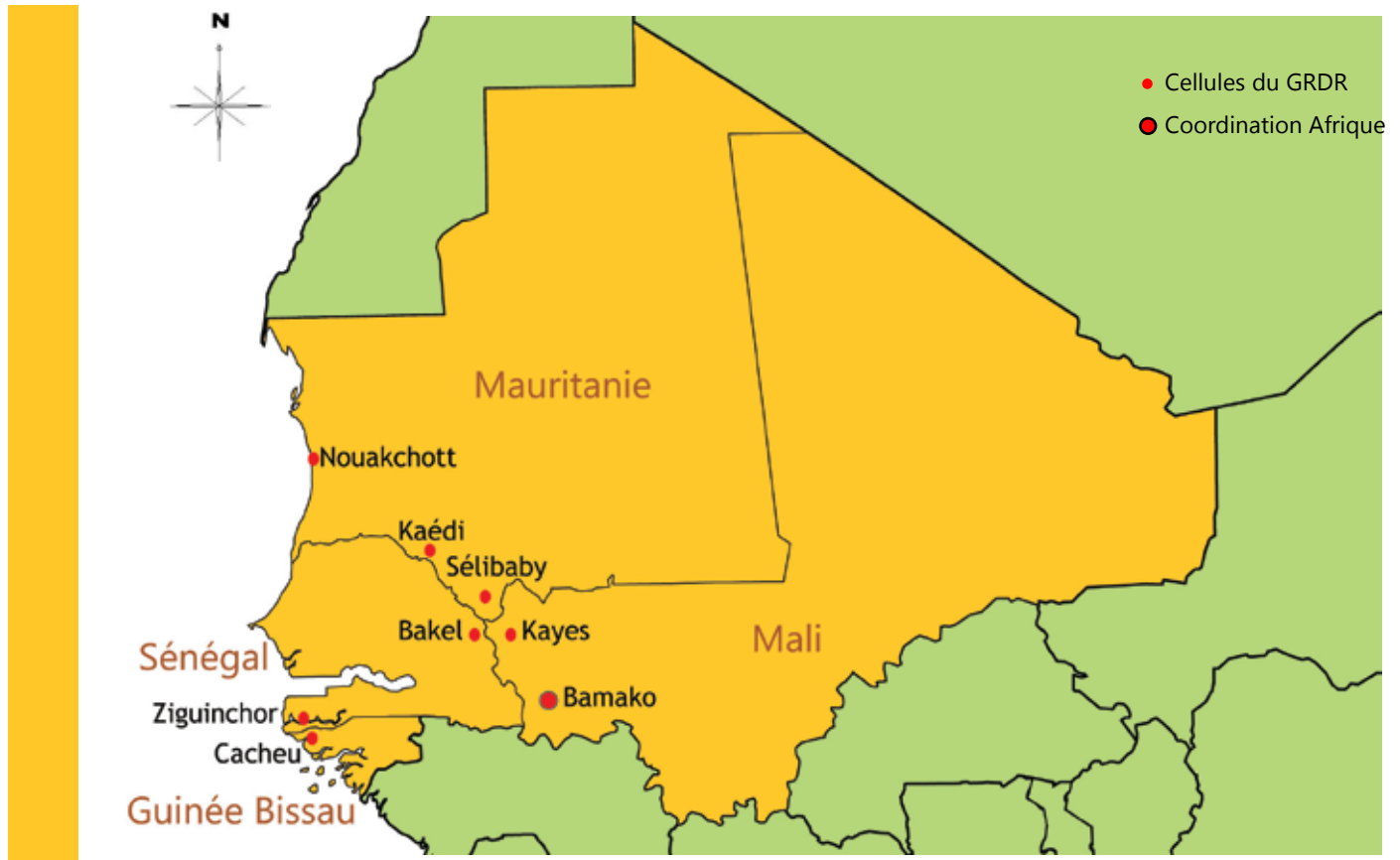


► Rencontre inter-équipes Afrique – France en septembre 2009, à Rouen, en France.

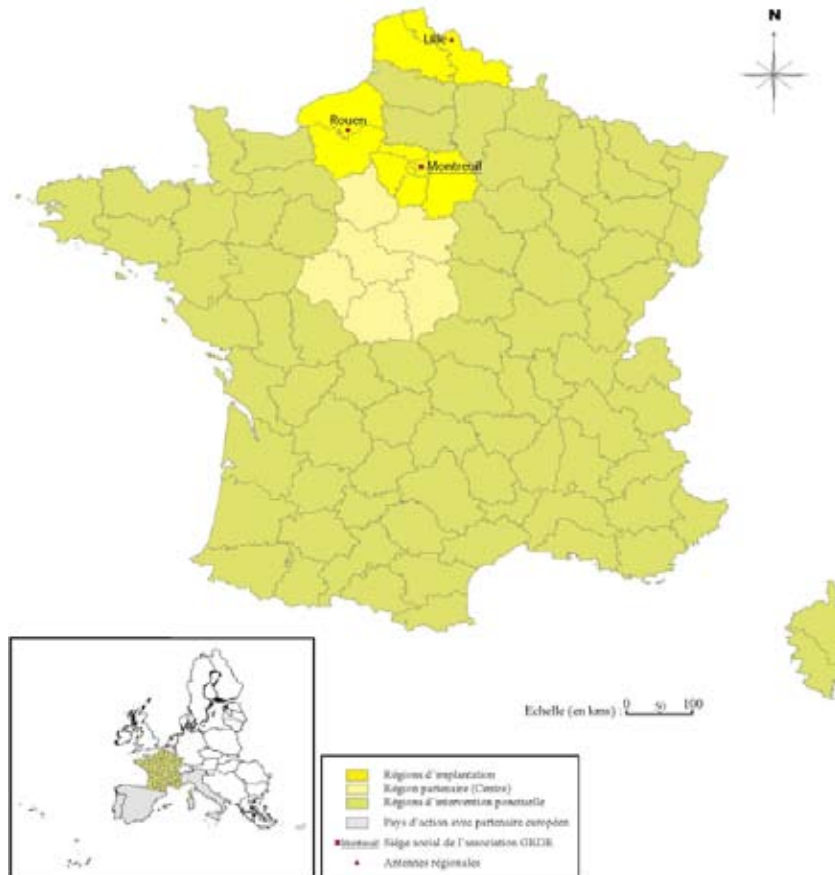
ORGANIGRAMME



ZONES D'INTERVENTION EN AFRIQUE DE L'OUEST



ZONES D'INTERVENTION EN FRANCE



Afrique de l'Ouest

Coordination Afrique

Rue 96, Porte 700 Korofina Sud
BP E3360 Bamako
MALI
Tél : +223 20 24 65 21
afrique@grdr.org

GRDR Kayes

BP 291 Kayes - MALI
Rue 136 Porte 37, Légal Ségou
Tél : +223 21 52 29 82
Fax : +223 21 53 14 60
mali@grdr.org

GRDR Cacheu

Antenne de Cachungou -
GUINÉE BISSAU
Tél/Fax : +245 677 25 99
cacheu@grdr.org

GRDR Kaédi

BP 136 Kaédi - MAURITANIE
Tél : +222 533 50 45
kaedi@grdr.org

Coordination Mauritanie

529 ZRB Ouest TVZ
BP 2013 Nouakchott
MAURITANIE
Tél /fax : +222 525 64 92
mauritanie@grdr.org

GRDR Sélibaby

BP 91 Sélibaby - MAURITANIE
Tél/Fax : +222 534 43 47
selibaby@grdr.org

GRDR Bakel et Matam

Route de l'Hôpital,
BP 18, Bakel, SENEGAL
Tél : +221 33 939 80 35
Fax : +221 33 983 51 51
bakel@grdr.org

GRDR Ziguinchor

Avenue Emile Badiane
BP 813 Ziguinchor - SENEGAL
Tél : +221 33 991 27 82
Fax : +221 33 991 27 89
ziguinchor@grdr.org

France

GRDR Haute Normandie

61, rue Bouvreuil
76000 Rouen
Tél : +33 2 35 61 60 49
antenne.normandie@grdr.org

GRDR Ile de France

66/72 rue Marceau
93 109 Montreuil
Tél : +33 1 48 57 65 74
antenne.idf@grdr.org

GRDR Nord Pas de Calais

81bis, rue Gantois
59000 Lille
Tél : +33 3 20 42 83 11
antenne.npdcc@grdr.org

GRDR Migration Citoyenneté Développement

Siège social / Direction exécutive

66/72, rue Marceau,
93 109 Montreuil - FRANCE
Tél : +33 1 48 57 75 80
Fax : +33 1 48 57 59 75
grdr@grdr.org
www.grdr.org

